le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 23 février 2020 N° 463 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Le retour de la guerre civile de 2010 est loin d'être imaginaire !

Sommaire au verso

sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire: Le retour de la guerre civile de 2010 est loin d'être imaginaire

Pages 3-4
Côte d'Ivoire:
- Pillage des richesses d'un côté, aumône de l'autre
- C'est la misère et l'irresponsabilité de l'État qui poussent les gens à recourir aux médicaments de rue

Pages 5
Tchad: Les employés des brasseries menacés de licenciement entrent en grève

Page 7
Éthiopie: Salaires de misère et gros profits

Page 8
Afrique: les moyens de combattre les criquets pèlerins sont entre les mains des capitalistes

Page 9
France : faire entendre le camp des travailleurs

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial

Côte d'Ivoire

LE RETOUR DE LA GUERRE CIVILE DE 2010 EST LOIN D'ÊTRE IMAGINAIRE !

Les gens du pouvoir nous expliquent aujourd'hui que ce qui s'est passé en 2010 ne peut pas se reproduire en 2020, quelle que soit la gravité de la crise entre les différents prétendants à la mangeoire.

Rappelons que ce qui avait entraîné les massacres des populations en 2010, c'était le fait que ceux qui étaient au pouvoir et qui étaient là avant tout pour « *manger* », ne voulaient pas céder leurs places juteuses à d'autres.

Aujourd'hui, 10 ans après, ce sont les partis de Bédié, de Laurent Gbagbo, de Soro Guillaume et de leurs alliés qui veulent eux aussi passer ou repasser à la soupe. Et c'est le clan de Ouattara qui ne veut pas quitter la marmite. Leurs opposants les accusent d'avoir verrouillé la Commission Électorale Indépendante (CEI), comme l'avait fait en son temps Gbagbo.

Les défenseurs du pouvoir actuel nous expliquent que là s'arrêtent la ressemblance entre 2010 et 2020. La grande différence, selon eux, c'est qu'en 2010, Gbagbo avait instrumentalisé l'armée et créé ses propres milices tandis qu'à l'opposé, Soro Guillaume et ses alliés avaient fait de même. Aujourd'hui, toujours selon eux, aucune milice n'existerait dans le pays. De même qu'aucun pays limitrophe de la Côte d'Ivoire n'abriterait des forces armées susceptibles d'attaquer le pouvoir en place. Guillaume Soro, lui-même, vivant aujourd'hui en exil loin en Europe, ne pourrait diriger une quelconque milice armée.

Continuant dans ce raisonnement, ces défenseurs du pouvoir actuel nous disent que la majorité des opposants actuels qui font du bruit, baisseront leurs ardeurs aux lendemains des législatives qui suivront la présidentielle, en échange de quelques strapontins ministériels. Cela est possible mais rien ne dit qu'il y aura une place au soleil pour tous les prétendants et que ceux-ci ne seront pas tentés de recommencer à mettre le pays à feu et à sang pour parvenir à leurs fins. Ces politiciens, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition actuelle, ont déjà démontré qu'ils sont capables du pire pour se hisser ou se maintenir au sommet du pouvoir. Croire qu'ils ont changé serait une erreur.

L'armée actuelle, elle-même, peut une nouvelle fois se scinder en deux, voire en trois et rejoindre un des camps en fonction de leur ethnie ou de leur région. Quant aux milices armées, chacun sait qu'avec le chômage et la misère,

ces choses-là peuvent se monter en un rien de temps. De surcroît, ce ne sont pas les armes qui manquent dans ce pays !

Ce qui est certain c'est que, comme en 2010, si les populations pauvres laissent tous ces gens distiller encore une fois la haine, l'ethnisme et la xénophobie, dans leurs villes, villages, quartiers ou cours communes, sans s'y opposer, ils risquent de payer chèrement les conséquences de cette rivalité entre clans de politiciens assoiffés de pouvoir.

Côte d'Ivoire

PILLAGE DES RICHESSES D'UN CÔTÉ ET AUMÔNE DE L'AUTRE !

Gon Coulibaly et ses pairs continuent de faire leurs tournées en vue de l'élection présidentielle prévue pour cette année. Partout où ils passent, ils se mettent bien en vue devant les caméras et font des « *dons aux populations* », aux côtés des notables locaux qui leur servent de relais.

Ainsi, à Sassandra, ils sont venus avec 200 arrosoirs, 200 paires de bottes, 50 brouettes, 10 glacières, etc. Gon Coulibaly a fait aussi savoir qu'il est venu avec une enveloppe de quatre millions de francs pour financer tel ou tel projet.

Ces politiciens se comportent comme des gens faisant l'aumône à des mendiants. Mais comment se fait-il que la grande majorité de la population s'enfonce toujours plus dans la misère alors que par ailleurs les gens du pouvoir n'arrêtent pas de dire que l'économie ivoirienne fait des bonds en avant ? La réalité est que les principales sources de revenus agricoles (café, cacao, coton, anacarde, hévéa, palmier, etc) sont littéralement pillées depuis des décennies. Qu'est-ce qu'il en reste vraiment pour les populations qui produisent pourtant toutes ces richesses, génération après génération ? Pas grand-chose ! Même les routes sont délabrées, les hôpitaux publics sont des mouroirs pour pauvres. Pendant que les milliards s'accumulent entre les mains d'une toute petite minorité de parasites et d'exploiteurs, la grande majorité de travailleurs et de petits paysans mène une vie de plus en plus misérable.

Tout cela témoigne surtout d'une société barbare, malade du capitalisme.

AUGMENTATION DE LA PRIME DE TRANSPORT : LE COMPTE N'Y EST PAS !

Le gouvernement vient d'accorder une augmentation de la prime de transport de 5000 CFA pour les travailleurs exerçant à Abidjan et de 3000 CFA pour ceux des villes de l'intérieur. Ainsi, à Abidjan cette prime passe de 25 000 F à 30 000 F. À Bouaké de 21000F à 24 000F. Dans les autres villes du pays, elle passe de 17 000 F à 22 000 F. Cette augmentation est intervenue suite à des discussions entre d'une part, le patronat représenté par la CGECI et la FIPME (deux associations représentant respectivement le grand patronat et les patrons des petites et moyennes entreprises) et d'autre part les grandes centrales syndicales comme l'Ugtci, Dignité, Fesaci. Ces messieurs-là ont discuté pendant des mois pour aboutir à cette petite augmentation de la prime de transport qui est loin de combler ce que les travailleurs ont perdu après 11 ans de blocage. C'est la montagne qui accouche d'une souris.

À entendre les dirigeants des grandes centrales syndicales exprimer leur satisfaction, on ne peut qu'être scandalisé.

Rien que pour rattraper tant soit peu le pouvoir d'achat perdu par les travailleurs depuis des décennies, il aurait fallu au minimum tripler les salaires. Mais ça, les travailleurs ne pourront l'obtenir que par une forte mobilisation capable de l'imposer au patronat et au gouvernement à son service.

Côte d'Ivoire

ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : L'ARGENT CIRCULE… SAUF DANS LA POCHE DES TRAVAILLEURS

On assiste en ce moment à ce qu'on pourrait appeler une ruée des banques sur la zone industrielle de Yopougon. Les grandes enseignes sont représentées, à commencer par la SGBCI, la SIB, la BICICI, BACI ECOBANC et bien d'autres moins connues. Elles s'installent sur le flanc de certaines usines ou, quand il n'y a pas de place où les installer, des pauvres sont chassés de leurs habitations pour leur faire de l'espace.

Elles sont sans doute attirées par les bonnes odeurs des affaires comme des mouches par les excréments. Ceci est le signe qui atteste un accroissement significatif du flux financier dans cette zone. Les affaires vont très bien pour les patrons qui y sont installés. Mais pour les travailleurs, la situation continue de se dégrader. Comment pourrait-il en être autrement si partout, les embauchés sont remplacés par des journaliers, si les salaires sont bloqués tandis que la production augmente.

Si nous ne voulons pas être des éternels laissés-pour-compte, c'est à nous de nous mobiliser pour réclamer notre part de richesse.

C'EST LA MISÈRE ET L'IRRESPONSABILITÉ DE L'ÉTAT QUI POUSSENT LES GENS À RECOURIR AUX MÉDICAMENTS DE LA RUE !

Le Comité National de Lutte contre la Contrefaçon (CNLC) s'est associé à une entreprise allemande pour lutter contre les médicaments contrefaits ou de qualité douteuse. Une application informatique nommée « *AUTHENTIC* » installable sur le téléphone portable permettra de vérifier l'authenticité et la date de péremption des médicaments.

Vente de médicaments au marché Roxy à Abidjan

Pour justifier cette lutte, le comité met en avant la progression des Accidents Vasculaires Cérébraux (AVC), de l'insuffisance rénale et autres maladies. Selon l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), les médicaments antipaludiques contrefaits sont responsables de plus de 200 000 décès par an !

Mais la véritable raison qui pousse l'État ivoirien à agir contre la prolifération des faux médicaments est avant tout financière ; c'est un manque à gagner de 10 milliards dans les caisses de l'État.

Certes, on nous dit que près de 2000 tonnes ont été saisies sur 5 ans et que les saisies se multiplient au marché Roxy. Ce n'est qu'une goutte d'eau par rapport à l'énormité du trafic que l'État a laissé proliférer durant de nombreuses années. Les conséquences sur la santé sont terribles et cela rend encore plus criminel le fait de ne pas prendre ce problème à bras-le-corps avec de vraies mesures au lieu de se cantonner à des opérations « *coup de poing* » soigneusement médiatisées.

Quels que soient les moyens de répression, les vendeurs de ces médicaments continueront de les vendre car c'est ainsi

qu'ils nourrissent leurs familles. Ils se cacheront juste un peu plus.

Quant aux personnes qui utilisent les médicaments de la rue, elles savent bien qu'elles prennent des risques. Mais quel autre choix ont-elles ? Les médicaments génériques sont moins chers mais ils ne sont pas toujours à la portée des patients. Ce ne sont pas toutes les pharmacies qui les ont. Les hôpitaux ne sont pas assez approvisionnés. Aller à l'hôpital et payer une consultation avant d'avoir une ordonnance alors qu'on a à peine de quoi survivre, est hors de portée pour une grande partie de la population

La Couverture Maladie universelle est censée baisser les coûts de santé mais encore faut-il que les hôpitaux soient approvisionnés et pourvus en personnel.

Lutter contre les médicaments contrefaits, c'est d'abord lutter contre la pauvreté, faire de telle sorte que tout le monde puisse se soigner dans des structures sûres, quels que soient ses revenus !

Tchad

LES EMPLOYÉS DES BRASSERIES MENACÉS DE LICENCIEMENT ENTRENT EN GRÈVE

Sous prétexte que l'État a mis fin aux exonérations dont elle bénéficiait, la Direction des Brasseries du Tchad (BDT), filiale du groupe français Pierre Castel, a décidé a décidé d'augmenter le 2 janvier 2020, les prix de ses productions. Ainsi, si pour les boissons non alcoolisées, les prix sont maintenus pour le moment, ceux des bouteilles de bières (Gala, Castel, Guinness …) ont augmenté de 150 francs CFA.

Le syndicat des grossistes du Tchad, qui dit subir le mécontentement des consommateurs relatif à l'augmentation des prix, a décidé depuis le 6 janvier, de ne plus commander des boissons auprès des BDT. En province, depuis le début janvier, plusieurs villes boycottent les brasseries, en particulier à Moundou. Dans la capitale, à l'appel du Collectif tchadien contre la vie chère, la plupart des bars et alimentations étaient fermés toute la journée du 24 janvier. C'est la deuxième fois qu'à l'appel de ce Collectif, les Ndjaménois ont observé un week-end sans boisson. Les vendeurs des boissons espèrent ainsi faire plier les BDT. Syndicat et Collectif demandent donc aux BDT de revenir sur leur décision.

Mais la Direction continue sur sa lancée. Par une note datée du 28 janvier envoyée aux délégués du personnel, elle menace de supprimer 400 emplois. Elle s'en explique : « *En raison des difficultés très sérieuses que connaissent les Brasseries du Tchad se caractérisant par une chute du chiffre dans la production de plus 70 % enregistré courant janvier 2020 (…), nous sommes contraints de procéder à la mise en chômage technique du personnel, et envisager au bout de six mois un licenciement économique si cette situation ne s'améliore pas* ».

Les travailleurs sont ainsi les premières victimes du bras de fer qui oppose les BDT à l'État suite au non renouvèlement d'une convention qui accordait des facilités fiscales, pendant cinq ans.

Les employés, qui ne sont pour rien dans ce bras de fer, s'insurgent donc contre le diktat de la Direction en se mettant en grève ; ils envisagent des actions d'envergure pour défendre leur emploi et contrer la menace de licenciement suspendue au-dessus de leur tête comme une épée de Damoclès.

Tchad

LES ENSEIGNANTS EN COLÈRE LANCENT UN ULTIMATUM AU GOUVERNEMENT

Vue d'une réunion de l'Amicale, section de Ndjaména

Les enseignants scientifiques contractuels, organisés au sein de leur Amicale, ont tenu le 15 février dernier à Ndjaména, un point de presse pour attirer l'attention du public sur leurs lamentables conditions de vie et de travail. Au terme de cette rencontre, ils ont lancé un ultimatum d'une semaine au gouvernement pour trouver une issue à leurs problèmes.

Selon le porte-parole de l'Amicale, leur calvaire n'a que trop duré. Depuis la formation jusqu'au déploiement sur le terrain, ils n'ont reçu aucune rémunération alors que ça fait cinq mois qu'ils travaillent sur toute l'étendue du territoire. Ils vivent dans le dénuement le plus total.

Au vu de la situation qu'ils endurent, l'Amicale hausse le ton. "*Nous exigeons que nos cinq mois de salaire soient versés d'ici la fin du mois (février)*". Ils exigent aussi leur intégration automatique à la fonction publique dans le cadre de la promesse du chef de l'État de recruter 20 000 diplômés en 2020.

Le gouvernement dispose donc d'une semaine pour donner suite à ces deux principales revendications. Sinon l'Amicale décidera des actions à mener. Le bras de fer entre les deux ne fait que commencer.

LIBÉREZ LE MILITANT DES DROITS DE L'HOMME !

Le président de l'Organisation tchadienne des droits humains (OTDH), Baradine Targuio, a été arrêté le 24 janvier dernier, à son domicile à Ndjamena par des hommes armés. Cela fait maintenant plus de trois semaines que ses parents et amis sont sans nouvelles de lui. Son crime, paraît-il, c'est d'avoir publié sur sa page Facebook que Deby « *serait gravement malade et hospitalisé en France* ».

Selon Amnesty International qui a donné la nouvelle de son arrestation, sa vie serait en danger ainsi celle d'autres détenus. Elle rappelle que « *plusieurs personnes auraient déjà été soumises à des actes de torture et autres mauvais traitements pendant leur détention* ».

Quant à la Convention tchadienne pour la défense des droits de l'homme (CTDDH), son dirigeant déplore cette arrestation qu'il juge *"illégale"* et que faire « *allusion à la maladie du chef de l'État* » ne constitue pas un crime en soi. « *Nous avons demandé sa libération immédiate, parce qu'il n'y avait pas de raison valable qui nécessite une arrestation* ».

Libérez Baradine Targuio !

Les prolétaires n'ont pas de patrie

Éthiopie

SALAIRES DE MISÈRE ET GROS PROFITS !

L'Éthiopie est considérée comme un des pays d'Afrique ayant un taux de croissance très élevé, de l'ordre de 9%. Le pays est essentiellement agricole, la majorité des 105 millions d'habitants étant des paysans. Depuis une dizaine d'années se construisent des usines autour de la capitale, Addis Abeba, et en province : à Bole Lemi, Mekele et Adama. À Hawassa, à 270 km au sud de la capitale, sur une superficie de 300 hectares, plusieurs usines emploient plus de 25 000 personnes, en majorité des femmes.

Dans le pays, il n'existe pas de salaire minimum imposé par l'État. Les patrons pratiquent leur propre loi. Les usines textiles, pour la plupart appartenant à des sociétés chinoises, fabriquent des habits pour les grandes marques comme H&M, Décathlon, Levis, Calvin Klein et d'autres.

Ces ouvrières touchent un salaire de misère pour fabriquer des habits de grandes marques

Les conditions de travail sont extrêmement pénibles. À l'embauche, les retards ne sont pas du tout tolérés, les femmes sont auscultées pour vérifier qu'elles ne sont pas enceintes. On n'a pas le droit de parler à son voisin pendant le travail, ni de téléphoner. Les heures supplémentaires ne sont pas payées. Les patrons s'opposent à la création de syndicat dans l'usine. Mais les travailleurs n'acceptent pas des remarques désobligeantes.

Le plus révoltant, ce sont les salaires pratiqués dans ces usines. Le gouvernement, pour attirer les patrons chinois, indiens et autres, leur permet de payer les ouvriers aux plus bas salaires, avec bien d'autres avantages fiscaux pour s'installer dans le pays. Évidemment ils n'ont pas du tout hésité à ne payer que 23 euros par mois, salaire considéré comme le plus bas du monde. En Chine le salaire minimum est de 290 euros par mois. Au Bangladesh, c'est environ 86 Euros et au Kenya 220. Ainsi les capitalistes chinois et indiens n'ont pas hésité à délocaliser leurs usines textiles vers l'Éthiopie.

Les travailleurs de ces usines n'hésitent pas à manifester leur colère, souvent par des grèves. Il y en a qui finissent par se décourager et démissionner. Certains, d'origine paysanne, estiment qu'ils s'en sortiraient mieux en cultivant leurs lopins de terre qu'ils ont abandonnés.

Dans cette situation, certains patrons commencent à changer de méthode. Par exemple en donnant des primes pour ceux qui n'ont pas d'absence dans le mois. D'autres construisent des dortoirs proches des usines avec des primes pour le transport et la nourriture. Sous la pression des ouvriers, le gouvernement parle de la nécessité d'instaurer un salaire minimum dans le privé.

Les capitalistes affluent vers ce pays qui tente de se moderniser pour y faire des affaires juteuses. Que le nombre de travailleurs augmente dans ce pays est une bonne chose car cela augmente le camp des travailleurs et leur donnera plus de poids en cas de luttes sociales importantes.

Il faut espérer que les ouvriers du textile, avec ceux du reste du pays, réussiront à se doter d'une organisation qui représente vraiment les intérêts présents et futurs de l'ensemble des travailleurs face à leurs exploiteurs tout en combattant toutes formes de division ethnique ou religieuse qui ne feraient que les affaiblir.

AFFRONTEMENTS ÉTHNIQUES DANS LES UNIVERSITÉS

Entrée de l'Université d'Addis Abeba fondée en 1950

Depuis début janvier, sur les 760 000 étudiants du pays, 35 000 ont déserté les universités d'Éthiopie. Ils ne se sentent pas en sécurité dans leur campus. En particulier lorsqu'ils sont d'origine Amhara et que l'établissement se trouve dans la région Oromo, ils subissent l'exaction de l'autre ethnie.

Cela a commencé il y a quelques mois, lors de la diffusion d'un match de football à la faculté de Woldiya, en région Amhara. Un conflit entre les étudiants a entraîné la mort de deux jeunes amharas. Treize autres ont été blessés. Très vite, l'incident s'est propagé dans d'autres établissements. Peu de temps après deux autres étudiants ont été tués à l'université de Dembi Dollo en région Oromo.

Cette situation s'est amplifiée dans la plupart des universités au point qu'elles commencent à être désertées. Depuis toujours les étudiants de différentes ethnies se côtoyaient en toute fraternité. Mais depuis peu, des affrontements ethniques provoqués par des hommes politiques bien connus comme Jawar Mohammed, ont fait tache d'huile dans les universités. À la suite de ces événements les étudiants, pour s'inscrire, choisissent maintenant la région dont ils sont originaires.

L'opposition ethnique est un poison qui mine la société éthiopienne. Le combat pour s'y opposer est vital pour le présent et pour l'avenir de toute la société.

Afrique

INVASION DE CRIQUETS : LES MOYENS DE COMBATTRE CE FÉAU SONT ENTRE LES MAINS DES CAPITALISTES

Des millions de criquets dévorent un champ en Afrique de l'est

Des centaines de milliards de criquets pèlerins envahissent actuellement la corne de l'Afrique, regroupés en gigantesques essaims qui dévorent toute la végétation sur leur passage. Ces nuages de criquets mesurent environ 60 km de long sur 40 km de large. D'après les scientifiques, ces insectes sont capables de manger en un temps record l'équivalant de nourriture consommée par 80 millions de personnes.

Ces essaims qui dévastent les cultures ont déjà atteint le Kenya, l'Éthiopie, l'Érythrée, Djibouti, la Somalie, l'Ouganda, le Soudan et la Tanzanie. Ces derniers jours ils sont arrivés au Soudan du Sud. L'arrivée de ces criquets pourrait s'avérer catastrophique pour ce pays où 60 % de la population est déjà menacée par la faim, en raison des effets combinés de la guerre, de la sécheresse et des inondations. Et puis à toutes ces calamités, il faut ajouter le pillage impérialiste qui n'épargne pas l'Afrique de l'est.

D'énormes quantités de fruits, de légumes, de fleurs quittent chaque jour le Kenya, la Tanzanie etc. en direction des grands marchés de gros, situés aux quatre coins de l'Europe. Des richesses du sous-sol tel que le pétrole font le bonheur des actionnaires des compagnies exploitantes.

La FAO estime qu'il s'agit de la « *pire situation* » qu'a connue la corne de l'Afrique en un quart de siècle. Il y a eu six grandes invasions de criquets au 20 ème siècle dont la dernière s'est produite en 1987-1989. L'ONU estime à 70 millions de dollars la somme nécessaire pour lancer une campagne transfrontalière, ne serait-ce que pour parer au plus pressé. Combattre cette invasion de manière durable nécessiterait des moyens colossaux hors de portée des budgets des pays concernés pris séparément. Les caisses des États peuvent être vides, mais les comptes en banques des dirigeants sont souvent remplis car ce n'est un secret pour personne que ces gens corrompus détournent allègrement l'argent public.

La catastrophe est annoncée, la famine et la désolation sont en train de s'abattre dès maintenant. À l'échelle de l'humanité les moyens de combattre cette calamité existent. Dans ce monde, ce sont les capitalistes qui tiennent les cordons de la bourse. Ils ne les délieront que si les exploités qui produisent les richesses ainsi que les populations victimes du fléau s'unissent pour contraindre les capitalistes et les autorités à mettre les moyens nécessaires au service de la lutte contre l'invasion acridienne.

France

Depuis environ deux mois des travailleurs de la SNCF et de la RATP ont manifesté contre le gouvernement français qui veut changer la loi sur la retraite des travailleurs dans le pays. En même temps au mois de mars, auront lieu les élections municipales dans le pays. À ce sujet nous publions ci-après l'éditorial de l'hebdomadaire de Lutte Ouvrière du 17 février 2020.

DANS LA RUE ET AUX MUNICIPALES, IL FAUT FAIRE ENTENDRE LE CAMP DES TRAVAILLEURS

L'examen du projet de loi sur les retraites a commencé ce lundi à l'Assemblée nationale. Une journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles est prévue jeudi 20 février, et c'est une bonne chose.

Le gouvernement dispose des moyens législatifs pour imposer cette réforme, mais il faut montrer que cette attaque ne passe pas et ne passera jamais dans la tête de millions de travailleurs. Il faut continuer d'affirmer notre rejet de ce gouvernement, à genoux devant le grand capital.

L'offensive contre le monde du travail ne se limite pas au saccage des retraites. Elle met en cause les conditions de travail et de vie de toutes les classes populaires. L'exploitation, la course à la rentabilité et la loi du profit rendent le travail de plus en plus dur, de plus en plus précaire et mal payé. Mais elles s'imposent aussi à tous les autres domaines de la vie sociale, à la santé, à l'éducation, aux transports ou au logement.

Nombre de quartiers ouvriers abandonnés par l'État sont transformés en ghettos de pauvres, où la misère, le désœuvrement et l'absence de perspectives favorisent les incivilités, les trafics et les violences en tout genre. Renouer avec les luttes collectives, se faire respecter du grand patronat et du gouvernement est la seule voie pour inverser la situation et assurer un avenir au monde ouvrier, à la jeunesse et à toute la société.

Alors, tant que nous en avons la force, il faut continuer dans la voie indiquée par

ceux qui ont participé à ce grand mouvement contre la réforme des retraites : l'affirmation d'un camp uni derrière ses intérêts de classe.

C'est d'autant plus important que Macron veut lancer, mardi, une vaste campagne de diversion en pointant du doigt les dangers de ce qu'il appelle le « communautarisme » ou le « séparatisme ». Il vise, exactement comme Le Pen, et comme le grand patronat sait le faire dans les entreprises, à diviser les exploités pour les opposer les uns aux autres. Il ne faut pas que les travailleurs tombent dans ce piège.

La force des travailleurs réside dans leur nombre et dans leur conscience de faire partie d'un seul et même camp partageant la même révolte et la même volonté de changer les choses. Elle est dans la solidarité et la fraternité qui se tissent au travers de la lutte, au-delà des différences de corporations, de statuts, d'origines, de croyances et de couleurs de peau.

Cette conscience a progressé dans le mouvement de contestation de la réforme des retraites. Il faut la préserver et la développer dans toutes les entreprises où se mène la lutte de classe. Et il faut aussi le faire politiquement. C'est pourquoi Lutte ouvrière participe aux élections municipales.

Lutte ouvrière sera présente dans quelque 200 villes. Ses candidats sont des ouvriers, des employés, des cheminots, des manutentionnaires, des techniciens, des caissières, des agents d'entretien, des hospitaliers, des enseignants… Qu'ils et elles soient en activité, au chômage ou à la retraite, ils partagent la vie, les difficultés et les combats des travailleurs.

Toutes les listes, du Rassemblement national à celles de La France insoumise en passant par celles de la majorité, multiplient les engagements à faire plus de social, plus de démocratie, plus d'écologie, plus de logements, plus de sécurité, à l'échelle de la ville… Mais aucune de ces listes ne peut prétendre éliminer le chômage, la misère ou la crise ! Aucune équipe municipale ne peut éradiquer le racisme, les discriminations et le délitement de la société que la misère engendre.

Alors, à la différence d'autres candidats, ceux de Lutte ouvrière ne feront pas croire qu'ils pourraient changer la vie des habitants en se hissant à la tête d'une municipalité. Ils affirmeront, en revanche, que les travailleurs ont la capacité collective de changer leur sort, s'ils se battent pour libérer la société du diktat d'une minorité capitaliste aussi parasite qu'irresponsable.

En votant Lutte ouvrière, les habitants de ces 200 villes pourront dire qu'ils ne font pas confiance aux notables et aux politiciens mais qu'ils se placent dans le camp des travailleurs conscients et combatifs.

Ils affirmeront qu'ils refusent de se résigner à la condition d'exploités. Ils diront que, pour enrayer les catastrophes sociale, économique et écologique, il faut arracher à la bourgeoisie son contrôle sur les entreprises et sur la vie politique.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.